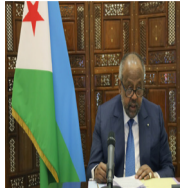


Éditorial : Les uns après les autres P.2



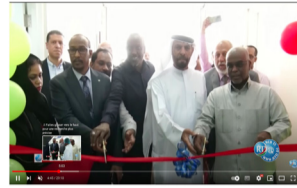
La secrétaire particulière d'Ismail Omar Guelleh limogée P.3



Défilé du 27 juin : Un véhicule militaire cale en face de Guelleh P.4



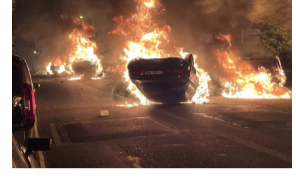
Ces méfaits qui perdurent parmi d'autres P.5



Quatre ministres pour inaugurer une boulangerie privée P.6



L'Éthiopie a demandé à rejoindre le bloc BRICS des économies émergentes P.8



La France : Les banlieues s'enflamment de nouveau ! P.9



Récit : En l'autre P.11

## Sénégal : Le président renonce à se représenter mais sans garantir une élection apaisée



**Mouna Ali**

Le président sénégalais, Macky Sall, a annoncé lundi 3 juillet 2023 son intention de ne pas briguer un troisième mandat à la tête de son pays lors de la présidentielle de février 2024. Son annonce intervient au lendemain des troubles sociopolitiques les plus meurtriers depuis des dizaines d'années au Sénégal. Lesquels ont fait au

moins 29 morts selon l'opposition.

*“Ma décision, longuement réfléchie, est de ne pas être candidat à l'élection, même si la Constitution m'en donne le droit”.*

Le discours à la Nation du chef

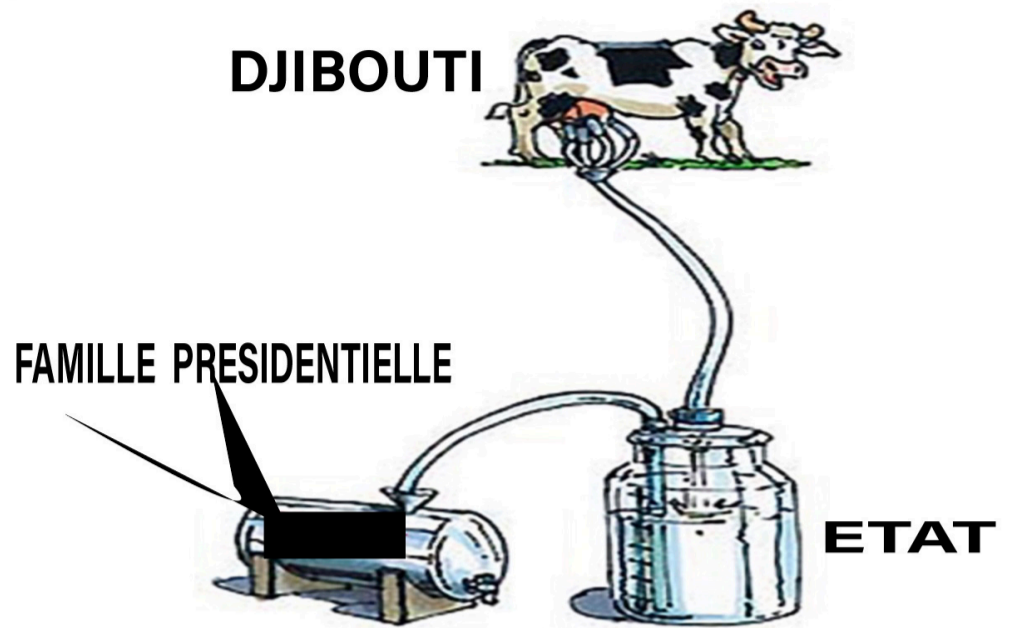
de l'État, diffusé par la Radiotélévision sénégalaise (RTS), a été largement commenté et diversement apprécié par les Sénégalais. Il faut dire que tout le pays était suspendu aux lèvres de Macky Sall, l'attendant sur la question de sa troisième candidature à huit mois de la présidentielle.

Lors de cette intervention, le président a déclaré : “Ma décision, longuement réfléchie, est de

ne pas être candidat à l'élection, même si la Constitution m'en donne le droit”. Avant d'ajouter : “Je sais que cette décision surprendra tous celles et ceux dont je connais l'admiration, ceux et celles qui souhaitent me voir guider la construction du Sénégal, mais le Sénégal dépasse ma personne, et il est rempli de leaders capables de pousser le pays vers l'émergence”.

--> suite page 7

# EDITORIAL: Les uns après les autres



**Mahamoud DJAMA**

De l'État, il ne retient que la jouissance. Ne lui importe que ce qu'il peut en tirer pour lui et sa famille. L'État est pour lui une bête à lait. S'accrocher au pouvoir, c'est donc conserver l'État-laitier.

Ce lait, il a depuis longtemps décidé de le partager fort peu. A la fois par cupidité et par peur des autres. Par cupidité, car il a un goût prononcé pour l'argent facile et ce qu'il permet, à commencer par certains plaisirs primaires. Par peur des autres, car il les perçoit comme une menace à neutraliser, en les privant notamment de ressources. Pour eux, des miettes, ou rien. Pas plus. Jamais plus.

Alors, il intensifie la traite, trayant à deux mains. Il remplit récipient après récipient, jusqu'à s'inonder de lait. Jusqu'à ne plus savoir quoi en faire. D'autant que le temps qui trotte affecte sa capacité de consommation.

Cependant, de l'État confisqué, sa progéniture jouit à sa

place. Elle s'adjoint ses conjoints voraces et ne se montre pas moins rapace que lui. En témoignent les molaires broyeuses et l'appétit sans fond qu'elle donne à voir.

**C'est bien connu, la rapacité débridée ne connaît pas de limites. L'impunité l'encourage, lui faisant croire que rien ne lui est interdit.**

L'on ne compte plus les biens publics que ses enfants et conjoints s'approprient sans retenue. Ils ne manifestent aucun scrupule, aucune hésitation, aucun regret. S'abattre sur ce qu'ils veulent, quand ils veulent, où ils veulent, est leur activité favorite. Ils n'épargnent pas non plus les biens privés, ceux des personnes physiques (particuliers) ou morales (sociétés, associations, etc.). Nombreux sont les biens privés que l'on pointe du doigt pour avoir été extorqués.

C'est bien connu, la rapacité

débridée ne connaît pas de limites. L'impunité l'encourage, lui faisant croire que rien ne lui est interdit. Aussi s'attaque-t-elle jusqu'aux moyens de travail des forces de sécurité. Après tout, se dit-elle, personne ne peut rien contre elle. Ni les hommes en uniforme et en armes, ni les civils sans défense. A enfants d'autocrate primaire, rien d'impossible.

*Alors, à qui le tour ? Au général nonagénaire Zakaria Cheik Ibrahim dont le fils vient d'être promu colonel ? Va-t-il devoir remettre à nu le terrain de l'état-major des armées pour un projet de tel enfant de l'autocrate ?*

Les garde-côtes viennent de ressentir les dents acérées de deux de ces êtres. La fille aînée du vieil autocrate et son conjoint primaire les ont soudain sommés de démolir leur quartier général et de leur transférer le terrain ainsi remis à nu.

Cette mise à mort est visible sur la Route de Venise de Djibouti-ville.

Le chef de ce corps de sécurité a timidement réagi et s'est plaint de l'attaque des primaires. Sa plainte est parvenue à l'autocrate. Sans résultat.

Le vieux juge et partie a attendu que La Voix de Djibouti fasse éclater le scandale au grand jour pour réagir. Il l'a fait mollement, se contentant de suspendre la destruction des locaux et installations bâtis au long des ans avec de l'argent public.

Jusqu'à quand ? Selon certaines sources, c'est juste pour faire semblant et le coup de grâce peut être porté à ce quartier général à tout moment.

Alors, à qui le tour ? Au général nonagénaire Zakaria Cheik Ibrahim dont le fils vient d'être promu colonel ? Va-t-il devoir remettre à nu le terrain de l'état-major des armées pour un projet de tel enfant de l'autocrate ? Après les uns, les autres... ■

# La secrétaire particulière d'Ismail Omar Guelleh limogée



## Mohamed Ibrahim

La secrétaire particulière du vieil autocrate Ismail Omar Guelleh, Madame Sado, n'est plus en poste depuis plusieurs jours. Il s'en serait séparé, non sans colère à son encounter. Il aurait même ordonné une enquête sur cette collaboratrice qui comptait pourtant parmi les plus fidèles.

*Pourquoi ? Que s'est-il passé ? Il semble qu'il la soupçonne d'avoir livré des informations confidentielles à des tiers.*

Pourquoi ? Que s'est-il passé ? Il semble qu'il la soupçonne d'avoir livré des informations confidentielles à des tiers. Par-

mi les destinataires de ces fuites, le ministre de l'éducation nationale et de la formation professionnelle est cité, Moustapha Mohamed Mohamoud. Il est filialement proche d'elle et se serait montré plutôt généreux en bakchich envers elle. "Il était au courant de beaucoup de choses grâce à elle", murmure-t-on dans certaines coulisses du pouvoir crépusculaire.

Le ministre aurait ainsi appris qu'il ne serait pas reconduit au prochain remaniement gouvernemental, si gouvernement il y a. Alarmé, l'homme se serait précipité chez la vieille première dame, sa protectrice, pour la supplier de le maintenir ministre. Plutôt intrigué, le couple autocratique aurait mené sa petite enquête interne et découvert qu'il était informé de près par la secrétaire particulière. Dans la

foulée, d'autres fuites auraient été découvertes. D'où la décision de limoger la dame.

Cette désormais ex-collaboratrice de Guelleh est mariée à un autre obligé du régime et mère d'enfants. Ils vivent

*Face à la colère du crépusculaire qui n'exclut pas la case prison à l'encontre de Sado, la vieille première dame serait intervenue en sa faveur*

dans un logement de Djibouti-ville qui a été confisqué à l'indépendantiste Omar Elmi Khaireh en 2013. A ce dernier, l'habitation avait été attribuée par Ismail Omar Guelleh lui-même mais sans transfert de

propriété et donc sans titre foncier. Cela mettait le bénéficiaire à la merci de l'humeur changeante de l'autocrate. Et elle a effectivement changé suite à l'adhésion, au lendemain des législatives du 22 février 2013, de Khaireh et de son parti Centre des démocrates unifiés (CDU) à la coalition d'opposition Union pour le salut national (USN).

C'est dire si rien ni personne ne dure sous régime...

Face à la colère du crépusculaire qui n'exclut pas la case prison à l'encontre de Sado, la vieille première dame serait intervenue en sa faveur. A suivre■

# Défilé du 27 juin : Un véhicule militaire cale en face de Guelleh

**Mariam Robleh**

Selon des informations concordantes, un incident est survenu à Djibouti-ville le 27 juin dernier, lors du défilé militaire marquant le 46ème anniversaire de l'Indépendance nationale. Le moteur d'un véhicule militaire se serait soudain arrêté, immobilisant l'engin devant la tribune officielle, à la hauteur du siège du chef prédateur de l'État. Un moment de panique en aurait résulté qui aurait donné des sueurs froi-

des au vieux dictateur.

*Nos informations ajoutent qu'Ismail Omar Guelleh portait un gilet pare-balles lors de ce défilé, un défilé qu'il dissimulait comme il pouvait sous le costume.*

Le plaisir de la parade militaire, un des spectacles qu'il prise,

lui aurait viré à l'aigre. Ses oreilles auraient-elles sifflé ? A vous de deviner.

Sur la cause de l'incident, nos sources évoquent l'âge du moteur et un déficit d'entretien.

Nos informations ajoutent qu'Ismail Omar Guelleh portait un gilet pare-balles lors de ce défilé, un défilé qu'il dissimulait comme il pouvait sous le costume. Avait-il peur d'être visé ?

C'est la seule raison possible d'un tel accoutrement ■



# Les ruines du quartier général des garde-côtes s'étalent encore au grand jour

**Filsan Omar**

Comme nous l'avons écrit, le quartier général des garde-côtes n'est plus. Sur la parcelle de terrain où il se dressait, l'on assiste à un tas de ruines. Les locaux et autres installations construits depuis des années avec l'argent du contribuable, ont été rasés. Ils l'ont été par les garde-côtes eux-mêmes, sur instructions du couple Fatouma/Tommy, fille et gendre du vieux couple Ismail Omar Guelleh/Kadra Mahamoud Haïd. Un projet privé d'hôtel et de casino y serait prévu.

Certes, la destruction, qui touchait d'ailleurs à sa fin, a été sus-

pendue depuis notre premier article. Mais le projet demeure sur la table. *"C'est une suspension juste destinée à faire oublier le scandale"*, insiste-t-on. Comme si un tel scandale pouvait s'oublier.

*"C'est une suspension juste destinée à faire oublier le scandale", insiste-t-on. Comme si un tel scandale pouvait s'oublier.*

D'ici aux prochains développements de cette affaire, les ruines s'étalent donc au grand jour en bordure de la Route de Venise,

non loin du palais présidentiel. A suivre de très près ■



# Ces méfaits qui perdurent parmi d'autres



**Mohamed Ibrahim**

Le lancinant problème des retards de salaires perdure dans l'administration d'État. Les agents de l'État continuent donc de s'en plaindre.

Le mal-nommé Vogue de la Route de Venise, à Djibouti-ville, lieu de débauche qui ne dit pas son nom, perdure. Le peu recommandable gendre du chef de l'État, un certain Tommy Tayoro dont la vie se résume à l'argent sale, à l'alcool, à la drogue et au sexe, y sévit toujours.

Le chantier douteux lancé sur l'emplacement de l'immeuble d'État les Mouettes, à la Siesta, perdure. Il serait la propriété d'une certaine Haïbado Is-

mail Omar, fille cadette du chef prédateur de l'État de Djibouti. Avec quel argent finance-t-elle ce chantier ?

---

*La capitale djiboutienne et les autres centres urbains du pays se noient toujours sous les ordures et autres eaux usées. La capitale, Djibouti-ville, détient la palme de la saleté au classement.*

---

La gestion désastreuse des établissements publics Électricité de Djibouti (EDD) et de l'Office national des eaux et de l'assainissement de Djibouti (ONEAD), perdure.

La prédation de la société

d'État Djibouti-Télécom perdure.

La société immobilière de Djibouti ne va pas mieux malgré la nomination d'une femme à sa tête.

La compagnie Air Djibouti où tant d'argent public a été "investi", reste livrée à la mort.

La capitale djiboutienne et les autres centres urbains du pays se noient toujours sous les ordures et autres eaux usées. La capitale, Djibouti-ville, détient la palme de la saleté au classement. A suivre de près■

**Information:**

Pour cause de congé, la prochaine édition du journal LVD paraîtra vendredi 18 août 2023. Nos autres publications en ligne continuent. Merci de votre attention.

# Quatre ministres pour inaugurer une boulangerie privée



## Mohamed Ibrahim

C'est connu, le gouvernement ne travaille pas ou peu à Djibouti. Son travail lui a été confisqué par la vieille première dame, Kadra Mahamoud Haïd, ses enfants et leurs conjoints. Sous l'œil complice du vieil autocrate Ismail Omar Guelleh. De fait, ils obéissent à la vieille dame et à ses enfants qui font d'eux ce qu'ils veulent.

C'est ainsi que, mardi 4 juillet 2023, la vieille prédatrice d'Etat a ordonné à quatre ministres d'aller inaugurer une boulangerie pâtisserie privée au Bawadi Mall de Djibouti-ville, la capitale djiboutienne. Oui, une boulange-

rie-pâtisserie. Ils se sont exécutés sous les caméras de la Radiotélé-

---

*Oui, une boulangerie-pâtisserie. Ils se sont exécutés sous les caméras de la Radiotélévision de Djibouti (RTD).*

---

vision de Djibouti (RTD). Il s'agit des ministres de l'économie et des finances, Ilyas Moussa Dawaleh, du budget, Isman Ibrahim Robleh, du commerce, Mohamed Warsama Dirieh, et de la communication, chargé des postes et télécommunications, Radwan Abdillahi Bahdon.

Selon nos informations, la boulangerie-pâtisserie appartiendrait, au moins en partie, à

---

*Selon nos informations, la boulangerie-pâtisserie appartiendrait, au moins en partie, à la famille autocratique.*

---

la famille autocratique. Laquelle serait également actionnaire importante du Mall Bawadi.

Voilà où en est l'Etat de Djibouti !!! ■

# (suite) Sénégal : Le président renonce à se représenter mais sans garantir une élection apaisée

**Mouna Ali**

Si les partisans du président saluent en lui un "grand homme d'État" qui a su honorer sa parole, l'opposition, elle, pousse un "ouf" de soulagement. Elle dit aussi sa déception face à son silence sur ce qu'elle considère comme le vrai motif de sa décision, à savoir le "respect de la Constitution" au prix du "sacrifice du peuple sénégalais".

Depuis sa réélection en 2019, le président a entretenu le flou sur son éventuelle candidature en refusant de répondre à la question. De plus, Il a écarté des membres du gouvernement qui se sont prononcés contre sa troisième candidature. Lundi soir, le président a justifié son silence en ces termes : *"Je n'ai jamais voulu être l'otage de cette injonction permanente à parler avant l'heure, car mes priorités me portaient à l'action vers l'émergence. Le mandat de 2019 était mon second et dernier mandat. C'est cela que j'avais dit, et c'est cela que j'affirme ce soir."*

Alors, le président a-t-il cédé face à la pression du peuple séné-

galais qui a sacrifié près de trente de ses jeunes pour lui barrer la route d'un troisième éventuel mandat, ou a-t-il juste honoré sa parole comme il le dit ? La colère populaire et les récents événements sanglants plaident pour la première hypothèse. Le président lui-même n'avoue-t-il pas, en creux, avoir cédé sous la pression populaire, lorsqu'il affirme que *"la Constitution lui en donne le droit" mais qu'il y renonce quand même ?*

---

*« aucun de nos fils, aucune de nos filles, ne doit payer de sa vie les désaccords qui s'expriment dans nos sociétés. La vie de nos concitoyens ne peut être sacrifiée sous l'autel d'intérêts politiques ».*

---

En tout cas, la décision de Macky Sall ne règle pas tout, car la question de la suite se pose, au vu notamment de l'incertitude qui domine sur le sort de l'un des principaux candidats à la pro-

chaine présidentielle, Ousmane Sonko. Il est toujours sous contrôle judiciaire dans une affaire que certains observateurs disent montée de toutes pièces.

Le président sortant saura-t-il organiser une élection inclusive, libre et transparente ? Beaucoup en doutent et mettent en avant sa charge contre ceux qu'il considère comme les responsables des événements récents. *"Nous avons vécu des événements particulièrement graves, marqués par une violence sans précédent, occasionnant des morts et des blessés, ainsi que la destruction massive de biens publics et privés. Rien, ni aucune revendication ne saurait justifier qu'on tue, qu'on diffuse des messages de haine et de violence dans les réseaux sociaux, qu'on saccage et brûle des biens publics et privés. L'objectif funeste des instigateurs, auteurs et complices de cette violence inouïe était clair : semer la terreur, mettre notre pays à l'arrêt et le déstabiliser. C'est un véritable crime organisé contre la nation sénégalaise, contre l'État, contre la république et ses institutions",* a accusé le président. Même s'il n'a pas cité expressé-

ment le camp d'Ousmane Sonko, on devine aisément que ce dernier était sa cible. Ce n'est pas un signe d'apaisement, d'autant que ses accusations restent à étayer. A ce sujet, et selon l'enquête de médias étrangers tels que France24, *"les personnes (les nervis) qui ont chargé et tiré sur les jeunes sénégalais, accompagnaient ou se trouvaient du côté de la police et non de l'opposition"*.

C'est dire si les semaines et mois à venir ne s'annoncent pas sous les meilleurs auspices au Sénégal. A suivre ■

# L'Éthiopie a demandé à rejoindre le bloc BRICS des économies émergentes



**Traduit de l'anglais avec Al Jazeera : "L'Éthiopie a demandé à rejoindre le bloc BRICS des économies émergentes"**

**Mouna Ali**

L'Éthiopie, une des économies africaines les plus en croissance, a demandé à rejoindre le bloc BRICS des marchés émergents, a déclaré le ministre des affaires étrangères jeudi (29 juin 2023). Le terme BRIC a été inventé par l'économiste Jim O'Neill de Goldman Sachs en 2001 pour décrire la montée en puissance du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine. Les puissances BRICS ont eu leur premier sommet en 2009 en Russie. L'Afrique du Sud a rejoint le groupe en 2010, faisant du BRIC BRICS ... Cet État de la Corne

de l'Afrique (l'Éthiopie, ndlr) est le second pays le plus peuplé d'Afrique, mais son économie est classée 59ème au niveau mondial, selon le Fonds monétaire international (IMF), et est moins de la moitié du plus petit membre

*Les pays du BRICS représentent plus de 40% de la population mondiale et près de 26% de l'économie globale.*

du BRICS, l'Afrique du Sud... Les pays du BRICS représentent plus

de 40% de la population mondiale et près de 26% de l'économie globale. L'Afrique du Sud a déclaré jeudi qu'elle accueillerait le prochain sommet en août comme prévu, tandis que l'on suppose qu'il pourrait être transféré à un pays où le président russe Vladimir Putin ne risquerait pas d'être arrêté sous le chef d'accusation crimes contre l'humanité"(Ethiopia Applies to Join the BRICS Bloc of Emerging Economies)■



# Les banlieues s'enflamment de nouveau, rappelant les fractures de la société



**Abdallah Kalil**

**A** l'image des émeutes de 2005, les banlieues françaises s'enflamment de nouveau. La cause est la mort d'un jeune adolescent, à fleur de l'âge, 17 ans, Nahel Merzouk, tué à bout portant par un policier jeudi 27 Juin 2023.

Ce n'est pas la première fois que des "bavures" policières endeuillent les banlieues, mais ce qui a mis le feu aux poudres est la version de la police qui a plaidé la "légitime défense" avant qu'une vidéo amateur montre le contraire. A l'égard de la police française, les accusations et autres actes avérés de manque de "neutralité" ne sont pas nouveaux, au point que le porte-pa-

role du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'Homme, Ravina Shamdasani, a sommé la France, le 30 juin 2023, de *"s'attaquer sérieusement aux profonds problèmes de racisme et de discrimination raciale parmi les forces de l'ordre"*.

***"On a dépensé 40 milliards d'euros pour reconstruire ces quartiers avec le plan Borloo, 40 milliards ! Vous voyez le résultat aujourd'hui ?", a-t-il martelé.***

L'émotion suscitée par la mort du jeune Nahel et l'attitude de la police ont créé une colère qui a

rapidement dégénéré en émeutes, dévastant tout sur son passage.

Les dégâts sont considérables. Le patron du MEDF, Geoffroy Roux de Bézieux, estime qu'il y aurait près d'un "un milliard d'euros de dégâts pour les entreprises". Selon lui, 300 agences bancaires ont été détruites dans les émeutes, 250 bureaux de tabac vandalisés et 200 commerces pillés. "Tout a été volé, même des caisses enregistreuses, avant de mettre le feu pour détruire" dit-il.

Dans un pays où monte l'extrémisme de droite, l'ampleur des dégâts a créé une onde de choc sur laquelle surfent polémistes et politiques d'ultra-droite.

Dans les milieux d'extrême-droi-

te, qui considèrent la population française dite de couleur comme étrangère et n'ayant rien à faire en France, les réactions hostiles se sont multipliées. Ainsi, pour Éric Zemmour, leader de l'ultra-droite, les banlieues sont des lieux de non droit, avec un coût exorbitant pour le pays. *"On a dépensé 40 milliards d'euros pour reconstruire ces quartiers avec le plan Borloo, 40 milliards ! Vous voyez le résultat aujourd'hui ?"*, a-t-il martelé. Même si ces propos sont mensongers et démagogiques d'après une enquête du journal Libération, ils témoignent du sentiment de la droite et de l'extrême-droite à l'égard des banlieues.

**Abdallah Kalil**

Sur les chiffres, le journal indique que, au titre du programme national de rénovation urbaine (PNRU, 2004-2021), créé par la loi Borloo du 1er août 2003, les dépenses publiques n'ont pas été de 40 milliards mais seulement de 12 milliards. Et, précise-t-il, ce plan a été financé pour 2/3 par "Action Logement", organisme paritaire qui collecte le "1% logement" prélevé sur la masse salariale, l'autre tiers ayant été pris en charge par les collectivités locales et l'État central. Il semblerait même que ce plan ait généré des recettes fiscales à hauteur de 4 milliards d'euros de TVA et créé 40.000 emplois dont la population des banlieues n'aurait pas pu profiter ainsi que 6 milliards de cotisations sociales.

Depuis que l'ampleur des dégâts fait l'actualité, l'extrême-droite occupe les médias et ses propositions de sortie de crise sont d'ordre sécuritaire.

Pourtant, ces émeutes et les réactions qu'elles suscitent traduisent un sentiment de malaise profond au sein de la société française. D'abord, ces violences urbaines sont révélatrices par le fait qu'elles ne sont pas les premières dans la France d'aujourd'hui, ni dans les banlieues ni ailleurs. Les banlieues ont connu d'autres protestations violentes. Le reste de la France a également, comme en témoigne

le mouvement des Gilets jaunes de 2018-2019. Or, si l'opinion publique soutenait à près de 71% les Gilets Jaunes, malgré les des-

---

*Dans un pays où l'extrême-droite est aux portes du pouvoir et peut-être même au cœur d'un certain nombre d'institutions, l'indépendance du contrôle est plus que jamais nécessaire pour le bon fonctionnement de la démocratie.*

---

tructions massives de biens publics ou privés, elle condamne dans les mêmes proportions les émeutes actuelles des banlieues. De même, une cagnotte ouverte en soutien au policier qui a tué Nahel a connu un succès rapide, recueillant 1,6 millions d'euros avant sa fermeture, alors que celle au profit de la famille de Nahel n'a pas atteint les 500 000 euros. Pourquoi donc cette différence dans les réactions ? Et pourquoi tant d'émeutes en France ?

Faut-il reformer certaines lois et mieux encadrer l'action de la police, y compris son autofilmage lors des interventions ? Les policiers reconnaissent eux-mêmes que certaines lois sont tellement floues qu'on peut les

interpréter différemment selon les circonstances et en fonction de l'individu en face. Cela autorise des traitements différents des personnes par la police, selon qu'elle agit en banlieues ou dans les quartiers huppés des centres urbains. Il y a aussi des questions sur l'Inspection générale de la police nationale (IPGN), institution de contrôle de la police dont elle partage pourtant la direction générale. Une institution telle que la police peut-elle s'autocontrôler efficacement et remonter ses dysfonctionnements au ministère de tutelle, en l'occurrence celui de l'intérieur ? Dans un pays où l'extrême-droite est aux portes du pouvoir et peut-être même au cœur d'un certain nombre d'institutions, l'indépendance du contrôle est plus que jamais nécessaire pour le bon fonctionnement de la démocratie.

Plus globalement, la récurrence des violences urbaines et la différence dans les réactions indiquent de profondes fractures au sein la société française et appellent à une gouvernance inclusive■

**Information:**

Pour cause de congé, la prochaine édition du journal LVD paraîtra vendredi 18 août 2023. Nos autres publications en ligne continuent. Merci de votre attention.

# Nos lecteurs ont du talent

## Récit : En l'autre (Suite du récit)



autre manière d'être au monde.

Sur le chemin, elle réactive sa vigilance face aux éventuelles agressions de la faune et, parfois, de la flore. Elle se déplace tous sens éveillés et bâton prêt à s'abattre. Elle le fait naturellement, sans stress particulier ni emballement cardiaque. Elle sait que serpents et autres scorpions ne sont pas avarés de mauvaises visites. Ils peuvent jaillir d'une bordure ou de l'autre de la piste, prêts à l'attaque. Ils sont comme attirés par le mouvement des voyageurs et, de crainte d'être agressés, agressent en premier. Il vaut mieux les éviter, car ils frappent fort. Le venin du serpent peut être mortel. Celui du scorpion est redouté pour sa vive douleur. Les épines de certains arbres ou arbustes ne sont pas moins douloureuses. Les plus imprudents des humains ou animaux herbivores peuvent s'y blesser. Il arrive qu'ils y laissent un œil.

Entre les lycéens, le débat continue. Fozia et Rachid font preuve d'une évolution certaine, regardant de manière plus critique leur milieu urbain et le vaste monde. Leurs camarades le remarquent et réagissent diversement. Il en est qui les rejoignent, partiellement ou totalement. D'autres, plus attachés au prêtre-penser instillé de longue date,

leur portent la contradiction, déroulant souvent leur difficulté à déstabiliser les deux réveillés. Les plus mal lotis en arguments refusent tout simplement le débat, se bornant à qualifier leurs interlocuteurs de traditionalistes.

Mirane continue de camper sur ses positions à l'égard de la campagne. Elle persiste à se dire résolument moderniste, sans pour autant préciser ce qu'elle entend par modernisme qu'elle oppose à traditionalisme. Rachid lui demande plus d'une fois ce qu'elle met dans ces deux mots. En vain. A ses yeux, ils sont assez clairs pour tous.

Un jour, Fozia ne résiste pas à l'envie de lui poser une question sur celui qui l'a procréé, un homme en vue dans la ville où il dirige comme bon lui semble un établissement public important.

-Sans indiscretion, ton père a-t-il toujours vécu dans cette ville, depuis sa naissance à date ?

-Qu'insinues-tu ? réagit vivement Mirane. Mon père a peu à voir avec ta campagne.

-Pourquoi réagis-tu de la sorte, la campagne est nôtre et nous l'avons tous en nous, à un degré ou à un autre ? Je devrais d'ailleurs dire campagne et dépendances en incluant nos villes précoloniales.

-Mon père est né là-bas mais il

a été installé en ville en très bas âge. Il n'y est jamais retourné.

-Sais-tu que c'est une chance que de naître là-bas, comme tu dis, et d'y passer les premières années de sa vie ? L'on y reçoit les premiers apprentissages de l'éducation endogène, alors que les petits citadins reçoivent principalement l'éducation scolaire d'origine exogène. Est-ce que ton père t'a parlé un peu de ses souvenirs d'enfance ?

-Jamais. Je me demande même s'il a des souvenirs de ces quelques lointaines années qu'il a passées là-bas. Il devait avoir trois ou quatre ans, peut-être cinq, lorsqu'il a été amené pour toujours en ville.

-C'est un âge où la mémoire retient et tient à disposition les expériences de la vie.

-Peut-être, mais il n'en dit jamais rien. A suivre■